

CAMBODGE NOUVEAU

1er - 15 mars 1995

Politique Economie Finances

2ème année Numéro 24

controverses

A quelques jours de l'ouverture de la réunion, à Paris, des pays et organismes qui aident le Cambodge, la controverse s'intensifie entre l'ancien ministre des Finances et de l'Economie Sam Rainsy et les responsables du Conseil de Développement du Cambodge. Rien de meilleur, aux yeux d'un d'observateur impartial, que ce dialogue.

Les enjeux sont importants, les adversaires compétents et responsables, la discussion de haut niveau.

Dans ce t échange d'arguments par interviews, déclarations, notes et conférences de presse, passe l'essentiel de ce qui concerne le gouvernement du Cambodge : l'arrivée d'investissements privés étrangers, la transparence des négociations, le processus de décision, la substance des contrats, la législation, l'information et le rôle de l'Assemblée nationale ... celui de la presse aussi, sans laquelle le peuple ne sait rien, et la démocratie n'existe pas.

D'un côté un procureur combatif, véhément, incisif, une sorte de chevalier de la transparence et de la rigueur. De l'autre un organisme d'abord plutôt brouillon, comme absent, mais qui prend au fil des mois de l'autorité, au point de représenter aujourd'hui, selon un membre éminent de l'Assemblée Nationale "un Etat dans l'Etat", et qui a appris, peut-être sous l'effet des attaques, à informer et à riposter.

Pas de vainqueur dans ces combats, malgré la pugnacité des protagonistes. Bien loin de déplorer ces joutes, on devrait les favoriser, parce que l'information, la transparence, et en fin de compte la démocratie ne peuvent qu'y gagner. A.G.

interview

S.E. GILDAS LE LIDEC

Ambassadeur de France

LA FRANCE AU CAMBODGE

Pourquoi l'aide française au Cambodge est-elle aussi importante, alors qu'il y a dans la région des pays plus avancés, plus dynamiques, peut-être plus prometteurs ? Mais nous avons des relations tout aussi importantes avec d'autres pays de la région, pays de l'ASEAN, Vietnam, Laos, ... nous sommes présents dans les 24 pays d'Asie. Si nous avons au Cambodge un grand nombre d'experts, c'est que la situation particulière du pays le demande.

une aide désintéressée

Quel retour attend-nous de nos efforts ? Le Cambodge est un cas assez particulier. Tout ces efforts, la Conférence de Paris dans le domaine politique, la Conférence de Tokyo pour la reconstruction, n'ont pas été faits pour avoir un retour économique. Si c'était le cas, je crois qu'on se serait trompé de pays. Il y a ici cette caractéristique qui m'a frappé quand j'ai pris mes fonctions, qui me plaît, c'est que nous ne sommes pas ici pour des gains immédiats, mais de façon presque désintéressée. L'approche de la France est très originale et ressemble à ce qu'elle était en 1863 ... à cette différence près que nous n'avons plus l'intention d'établir un protectorat.

Nous agissons dans des secteurs qui sont sérieux, nous travaillons en profondeur, nous privilégions la qualité, les actions discrètes plutôt que les coups médiatiques. Exception faite des deux inaugurations récentes de l'Institut Pasteur et de l'Institut de Technologie du Cambodge, à l'occasion de

la visite du ministre Bernard Debré, nous ne passons pas notre temps en inaugurations. Mais nous sommes là au quotidien.

le français, un "plus" pour les Cambodgiens

Je pense que le Cambodge n'a jamais été francophone, qu'il ne l'est pas, et que ce serait une erreur monumentale que d'entraîner les Cambodgiens de force dans la francophonie. Le

une aide importante, diverse, cohérente, qui privilégie la qualité

contexte régional est anglophone, notre devoir à tous est d'aider le Cambodge à retrouver ce contexte régional, à retrouver les solidarités interrompues par l'histoire récente.

La francophonie n'a de place ici que comme quelque chose de supplémentaire qui permettra aux Cambodgiens parlant l'anglais d'avoir, avec le français, une valeur ajoutée. Leur champ d'action s'en trouvera considérablement élargi, comme leurs moyens d'accès à la connaissance, aux banques de données. Ils trouveront là une spécificité, un "plus" par rapport à la Thaïlande, à la Malaisie, à Singapour. Soyons raisonnables dans nos objectifs : nos efforts visent à apporter au Cambodge cette valeur ajoutée.

Nous trouvons beaucoup de compréhension du côté de nos inter-

locuteurs cambodgiens, nous sommes soutenus en particulier par du Roi, pour qui la langue française est quelque chose d'éminemment important. Bien sûr il y a parfois des incompréhensions, peut-être parce que certains opérateurs agissant au nom de la francophonie sont un peu brutaux ou un peu trop agressifs ...

un lycée franco-khmer ?

L'expérience des classes bilingues est quelque chose de nouveau qui doit se poursuivre. Nous avons examiné avec le ministre de l'Education nationale S.E. Toh Lah comment cette expérience tout à fait intelligente, mise en place dans beaucoup d'autres pays, pourra se développer. Une idée serait, à la demande de nos amis cambodgiens, de créer un lycée franco-khmer, où nous pourrions regrouper ces expériences de classes bi-lingues. Sans chercher à refaire le lycée Descartes d'autrefois, créer dans le même esprit un établissement bi-lingue tourné vers l'avenir.

blocage à l' ERA

Il y a au contraire un blocage du côté de l'ERA, l'Ecole Royale d'Administration. Malgré les interventions des différentes autorités cambodgiennes que nous avons appelées à la rescousse, depuis un an aucun progrès n'a été fait. Je dois dire ma très grande déception devant cet aspect de la coopération. Il est certain compte tenu de l'argent et des énergies que nous y mettons que nous ne pourrions pas encore très longtemps attendre qu'une

(Suite page 2)

à l'intérieur ...

Interview S.E. G. Le Lidec
S.E. Son Soubert : l'Assemblée Nationale
Avant l' ICORC

pages 1 - 2 - 3
pages 5 - 6
page 7

(suite de la page 1)

solution soit enfin trouvée. La solution est évidemment politique. C'est un domaine sensible, la formation des hauts fonctionnaires est un enjeu de pouvoir, et les différentes parties cambodgiennes n'arrivent pas à s'entendre. Quel est le débat ? Comment seront recrutés les élèves, comment seront attribués les diplômes par exemple : par concours ? Ou par paiements occultes ? C'est pour nous Français un choix fondamental puisque notre coopération, à la demande des Cambodgiens, a une approche institutionnelle, puisque que nous essayons d'introduire un état de droit.

... et pour la Gendarmerie

Le problème est le même pour la Gendarmerie. Nous avons, à la demande du Roi, proposé une coopération qui relève de l'assistance de la France à l'état

si les blocages persistent, il vaut mieux arrêter !

de droit. Il s'agit de doter le Cambodge d'une force, un peu à l'image de ce qu'est la gendarmerie en France, qui est à la disposition du pouvoir civil, et l'aide à construire un état de droit. Cette gendarmerie doit donc être rattachée aux deux Premiers Ministres, mais en aucun cas être une nouvelle force militaire dépendant de l'Etat-major, une sorte de force spéciale, une unité d'élite au service d'une partie de l'armée, capable de faire des coups d'Etat : si c'est ça, comme pour l'ERA, il vaut mieux arrêter !

Si les institutions n'existent pas, si aucun texte législatif ne vient

mettre en place ces institutions sur lesquelles repose notre coopération et leur assure une réalité, nous ne pouvons pas attendre indéfiniment et notre coopération alors tombe d'elle-même.

Assemblée nationale : nous sommes inquiets

J'ai été assez catastrophé d'apprendre que l'Assemblée nationale a décidé de s'ajourner de nouveau jusqu'au 21 mars,

alors que cette Assemblée, compte tenu du travail énorme qu'il y a à faire, devrait au contraire travailler 365 jours sur 365 et jour et nuit.

Elle ne s'est réunie que 5 jours depuis novembre, et cela nous crée un vrai problème parce que tous les textes qui doivent nous aider à fonder notre coopération sont bloqués et que tout est reporté sine die. Il est vrai que là, nous sommes inquiets.

J'espère qu'il n'y a pas au sommet la volonté de ne pas poursuivre l'oeuvre législative, je le souhaite ardemment pour le Cambodge et son avenir. Le fonctionnement épisodique de l'Assemblée risque de faire le plus mauvais effet à la réunion du CIRC à Paris en mars.

Notre coopération forme un ensemble logique : l'assistance en matière judiciaire, la gendarmerie, la formation en matière de police, la coopération de nos experts juridique auprès du ministère de la Justice pour l'élaboration des textes, tout ça se tient.

Même logique et même trans-

parence en ce qui concerne la Mission d'Assistance Militaire (MAM), installée à la suite d'un accord bilatéral signé le 6 juillet 1993 pour former des officiers.

aide militaire : bonne concertation

Avec les autres ambassades, aucun problème de relations. Le Cambodge a tellement de besoins, de demandes à formuler qu'une concurrence internationale serait ridicule. Nous es-

LA FRANCE AU CAMBODGE

sayons les uns et les autres de nous articuler, à travers des enceintes internationales, c'est d'ailleurs le rôle du CIRC. Lorsque le CIRC n'existera plus, les ambassades sont là pour se parler et harmoniser les actions. Lorsque certains Cambodgiens - de moins en moins nombreux - croient qu'ils peuvent jouer un pays contre un autre, ils se trompent.

Dans le domaine militaire, il y a une concertation permanente entre tous les pays concernés par la coopération. L'objectif, nous sommes tous d'accord sur ce point, est la formation des hommes, de faire en sorte que l'armée royale se réforme, qu'elle se moralise, qu'elle puisse recevoir les entraînements adaptés, former des officiers et des hommes compétents. C'est une entreprise de longue haleine. Nous sommes là pour les aider. Mais il ne servirait à rien de fournir des armes et des munitions à des gens qui ne sauraient pas s'en servir. Ceci a été clairement exprimé, et les autorités cambodgiennes l'ont bien compris puisqu'une

réforme de l'armée a été entamée.

Concernant les médias, il y a plutôt un trop plein. Pour la télévision, TV5 a remplacé CFI,

médias francophones : une demande très forte

et nous avons maintenant aussi des émissions canadiennes, belges, suisses ... Est-ce une bonne chose, nous le verrons. Je ne pense pas que beaucoup de gens, en dehors de la communauté française, regardent ou écoutent les images ou le son français. Mais après une absence de toute image et de tout son, on ne va pas maintenant se plaindre du trop plein. D'ailleurs des aménagements vont être apportés aux programmes, la nouvelle grille devrait intervenir dans le courant de mars.

Cette présence des médias, merveilleuse quand on est français ou francophone, est un peu trompeuse parce qu'elle renforce l'idée d'une francophonie

presse écrite : je regrette ...

latente au Cambodge, ce qui n'est pas le cas.

Elle est pourtant nécessaire parce que la demande de français est de la part des jeunes incroyablement forte, à l'Université de Phnom Penh, au Centre culturel notamment. Si nous pouvons avoir les images et le son qui répondent à cette demande, c'est une bonne chose.

Concernant la presse écrite francophone, nous avons un mensuel, *Le Mékong*, un bi-mensuel, *Cambodge Nouveau*, un quotidien, le

(Suite page 3)

A PROPOS ...

textes législatifs

Les Projets de Loi suivants ont été envoyés au Secrétariat de l'Assemblée Nationale, après examen en Conseil des ministres : - sur les Règles commerciales et le Registre du commerce et des sociétés (le 4 sept. 1994) ; - sur le Service militaire obligatoire (15 décembre) ; - sur les Sociétés commerciales (4 septembre) ; -

sur l'Impôt sur les salaires (14 octobre) ; - sur le Régime de la Presse (29 avril) ; - Loi bancaire de la Banque nationale (1er février 1995).

Les Projets de loi suivants sont à l'ordre du jour du Conseil des Ministres : - sur la Réforme administrative de la Fonction publique (23 nov. 1995) ; - Décret royal portant Protection du site et aménagement de la région d'Angkor (27 jan. 1995) ; - Décret royal portant création du Conseil

supérieur de la Culture nationale (27 jan.).

En cours d'examen par le Conseil des Juristes : le Sous-Décret sur l'Organisation et le fonctionnement du CDC (octobre 1994) ; - Loi sur la Protection du patrimoine national (oct. 94).

Serait à l'examen du Conseil des Juristes : la Loi sur la Nationalité. (Le Conseil des juristes compte 10 membres. Il est présidé par L.E. Sok An et Veng Sereyvuth, vice-Présidents : L.E. Say Bory et

Heng Vung Bun Chat).

presse en français

Pour soutenir la demande d'informations en français, et malgré les réserves des quelques professionnels présents à Phnom Penh, deux quotidiens seront subventionnés par l'AUPELF-UREF, organisme francophone international : *Le Quotidien du Cambodge*, initiative cambodgienne un peu aidée par TV5, qui publie actuellement trois numéros

Quotidien du Cambodge, et bientôt un autre. Là aussi il y a un trop plein. On peut regretter que toutes ces bonnes volontés, ces compétences, au lieu de se réunir pour qu'il y ait une véritable présence de l'écrit français, se concurrencent pour des recherches de financements. Je regrette que certains opérateurs aient fait des promesses, interviennent en faussant le jeu de la libre concurrence et favorisent certains aspects plutôt que d'autres. L'Ambassadeur de France ne peut qu'être attristé par cette situation. Il y a une recherche de l'unité à opérer, sinon ce sera le cimetière de la presse française.

**investissements :
faute de feu vert
nos entreprises
iraient ailleurs ...**

L'aide française est désintéressée, variée, généreuse, mais elle n'est pas là pour toujours et un relais doit être pris par les investissements privés. Or, lorsque nous avons affaire directement au secteur privé cambodgien tout va bien, nous avons un chiffre d'affaires tout à fait satisfaisant. Mais chaque fois que nous avons affaire aux pouvoirs

Les Français sont environ 1500 au Cambodge. Côté secteur public, la France est l'un des principaux fournisseurs d'aide bilatérale (voir graphique); l'ambassade de France est la plus importante à Phnom-Penh, et la plus grosse ambassade de France en Asie. Côté secteur privé, on recensait fin janvier 1995, 86 "entreprises françaises, à participation françaises et bureaux de représentation". Les ONG françaises sont 24, dont : Santé 9; Développement rural 5; Education 9 et Humanitaire 4.

A PROPOS ...

par semaine, recevrait pour commencer 150 000 FF (environ 29 000\$) et *Le Matin du Cambodge*, projet du mensuel *Le Mékong*, 400 000 FF (environ 77 000 dollars), mais les termes des conventions ne sont pas rendus publics. *Cambodge Nouveau* ne reçoit rien. Raisons : 1) il publie aussi en anglais; 2) il entend rester indépendant. D'ailleurs

publics, c'est différent. Je ne viens pas sur les cas de Feal, de Total etc ... mais je note que

***l'indispensable relai
du secteur privé***

jusqu'à présent aucun feu vert n'a été allumé à l'adresse des investisseurs privés français.

Qu'il n'y ait à ce sujet aucun quiproquo : si aucun signe n'était donné, nos investisseurs

iraient dans des pays voisins. Les contribuables français ne comprendraient pas que lorsqu'il s'agit d'aider au développement du Cambodge, c'est leur argent qui est utilisé, mais lorsqu'il s'agit de faire des bénéfices, ça va dans la poche des autres. Plusieurs projets sont à l'étude, et notre Ministre de la Coopération Bernard Debré a souligné l'intérêt du gouvernement français à voir certaines réalisations se faire : elle aurait une signification politique importante, elles montreraient que le relais est pris. Relais essentiel au développement du pays, et du reste le gouvernement royal, le prince Ranariddh, M. Hun Sen l'ont parfaitement compris.

L'exemple de l'hévéaculture
Au nombre des projets d'investissements, l'hévéaculture est un exemple typique de notre coopération : elle a été amorcée par l'Etat français, sur l'argent public, maintenant un relais doit être pris par le secteur privé. La situation est en cours d'évolution. Il y a un plan de pri-

Cambodge Nouveau n'avait pas sollicité de subvention. Et pas non plus *Le Quotidien du Cambodge*. Ni semble-t-il *Le Mékong*. Bizarre. L'Ambassade de France souligne qu'elle n'est pour rien dans ces décisions contestables.

nouveaux contrats

Quatre projets d'investissements originaires de Singapour ont été approuvés par le CDC le 2 mars : - CWT et sa filiale au

valuation, et nous sommes disposés à fournir ce qui est indispensable au redémarrage de ce secteur essentiel de l'économie cambodgienne.

M. Hun Sen, qui préside le Comité interministériel pour le Développement Agricole en est tout à fait d'accord. J'espère que cela va aller vite. 1995 pourrait être l'année du début.

Il est possible aussi que le contrat concernant l'aéroport de Pochentong aille à une société

française.

Il est d'ailleurs parfaitement normal que le gouvernement cambodgien signe des contrats avec qui il veut, avec les sociétés les plus compétitives. M. Hun Sen l'a souligné très nettement à M.

***si les contrats sont signés
selon les normes,
d'accord***

Bernard Debré : il n'y a aucune discrimination dans le choix des entreprises. Si les Malaisiens sont les mieux disants, si les contrats sont signés de façon claire, avec des appels d'offres, en respectant les règles internationales, il n'y a rien à redire.

Optimiste au sujet du Cambodge ? Parfois il faut se forcer. mais du côté du gouvernement cambodgien il y a trop de personnes qui travaillent, qui y croient, qui veulent remonter leur pays que nous ne pouvons pas les abandonner. Surtout en province, on voit des gens qui en veulent. On ne peut que les en-

courager. Nous avons entamé un effort considérable, ce n'est pas pour nous arrêter au milieu du gué.

A long terme, il n'y a pas de raisons que ce pays ne s'en sorte pas. Il a toutes les chances de son côté : pas de conflit ethnique, pas de cataclysmes naturels comme les tremblements de terre du Japon, comme les typhons du Vietnam. Les richesses sont là. Il faut simplement redresser les méthodes, faire en sorte que les choses soient plus claires, qu'il y ait moins de corruption, et surtout faire effort sur la formation des hommes. Le plus important dans ce pays c'est la formation des hommes, et c'est l'objectif premier de la coopération française.

***du concret,
du rapide, du visible***

La coopération française n'est peut-être pas assez connue, reconnue, même des Cambodgiens. Nous aurons bientôt une Commission mixte de Coopération culturelle, scientifique et technique, ce sera l'occasion d'expliquer et de faire connaître notre coopération.

Après un an d'expérience, j'estime qu'il faut faire ici du concret, du rapide, des actions visibles et non sophistiquées. N'essayons pas d'appliquer à 10 000 km de distance des modèles qui sont valables pour l'hexagone français. Pour notre coopération multiforme, puisque nous sommes présents dans pratiquement tous les domaines, il faut s'efforcer de la ramasser, de la rendre cohérente, active, et de la faire connaître.

(voir page 4)

une usine d'assemblage électronique dans la capitale. Investissement environ 1,5 mio de dollars.

- *Singapore Rice Consortium* (Hiap Huat Holdings, Intraco, Thakral, Camsin) louent pour 35 ans environ 10 000 ha de terrains dans la province de Takeo pour produire et exporter du riz et autres produits agricoles : soja, maïs etc ... Investissement : environ 20 millions de dollars.

(suite page 4)

L a i d e LA COOPERATION FRANCAISE

française au

Cambodge est présente dans pratiquement tous les domaines. Certains sont dès aujourd'hui très visibles comme l'Institut Pasteur, l'Institut de Technologie du Cambodge, le Centre Culturel, d'autres ne le sont pas du tout comme l'aide à la reconstruction de l'appareil de l'Etat. Certaines actions n'auront un effet visible que dans de nombreuses années : travaux au temple du Baphuon, aide à l'hévéaculture par exemple, ou un effet diffus, comme les efforts en matière de santé, ou pour maintenir l'usage de la langue française.

rapide survol de la reconstruction de l'appareil de l'Etat

- *coopération judiciaire* : deux experts sont chargés : 1) de la construction du cadre législatif. Des projets de loi ont été rédigés et sont en cours d'application concernant le Conseil supérieur de la

Magistrature, le statut de la Magistrature, le statut de la profession d'avocat, la loi d'organisation judiciaire, le code de procédure pénale, le code de procédure civile, le décret d'organisation du ministère de la Justice.

2) de la formation des magistrats, des auxiliaires de justice et de la réorganisation des tribunaux de province.

- *l'Ecole Royale d'Administration* : elle accueille depuis 3 ans une cinquantaine de hauts fonctionnaires pour des cycles de perfectionnement de 9 mois; une première promotion de moyens fonctionnaires d'une centaine d'élèves devrait être prochainement recrutée sur concours. (*"L'ERA constitue actuellement un enjeu politique entre les deux partis de la cohabitation : le PPC la contrôle (...), le FUNCINPEC souhaite y prendre pied. Faute de*

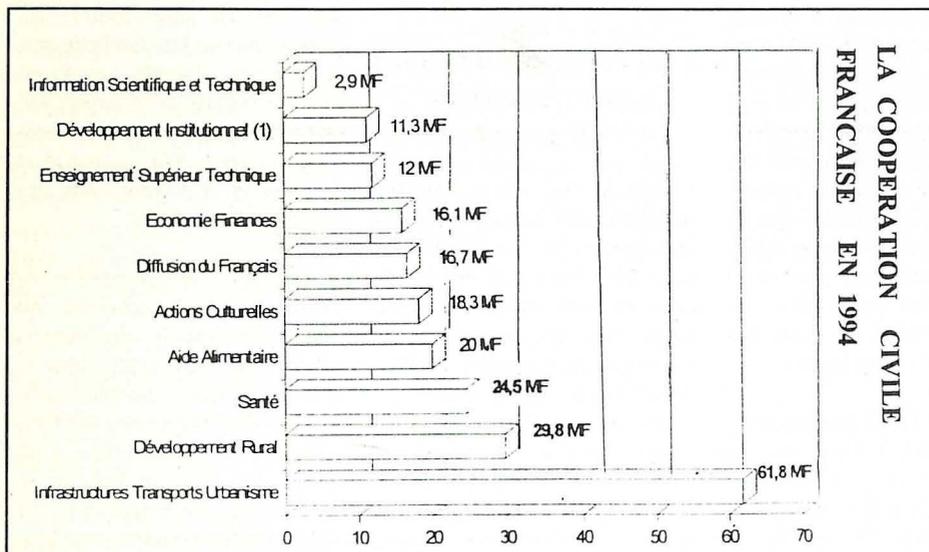
compromis, les textes (...) sont en souffrance depuis 6 mois".

- *Faculté de Droit et de Sciences économiques, département de Droit* : l'objectif est la création d'une authentique faculté de Droit, par la mise en place d'un programme d'études de licence en droit, des actions de formation d'enseignants, de restructuration, d'ouverture sur l'extérieur; *département d'économie* : réhabiliter l'enseignement économique et commercial, par la réforme des programmes, la création de nouvelles filières, la formation des enseignants. Appui pédagogique et matériel (notamment informatique) et enseignement du français, "considéré partiellement comme langue de travail".

- *Service de coopération technique internationale de Police* : connaissance des trafics illicites dont celui de la drogue, des intégrismes et terrorismes; mise en place d'un service de police-secours intégré dans un ensemble de premiers secours dans la capitale;

- *Economie-finances* : un Conseiller auprès des deux Premiers Ministres agit dans les domaines du droit des affaires, de l'amélioration du travail gouvernemental; coopération dans le domaine des Finances, impulsion du plan comptable, du futur Code de Commerce, du Conseil de Développement de l'Agriculture, préparation de lois et décrets, du dossier CIRC, ...

- *ministère de l'Economie et des Finances* : 6 experts pour organiser le ministère des Finances; l'aider à élaborer et appliquer les textes législatifs et réglementaires; perfectionner et former les fonctionnaires. Les actions concernent les Directions : du Trésor, des Impôts, des Douanes, et la formation.



Les principaux bailleurs de fonds sont : les ministères des Affaires étrangères, de l'Agriculture, de la Coopération, de la Culture, de l'Economie, de l'Equipement, des Transports et du Tourisme, de l'Intérieur; Caisse Française de Développement; CIRAD; Institut Pasteur.

Le financement arrive par quatre canaux : Affaires étrangères, Coopération, Trésor, Caisse

dans notre prochain numéro :
le secteur privé français

A PROPOS ...

(suite de la page 3)

- *Maya Group*, avec *HSL Organisation Group*, en joint venture avec la Municipalité de Phnom Penh, va créer un terrain de golf près de Phnom penh (Royal Cambodia Country Club), investissement d'environ 50 millions de dollars. Au total, environ 400 emplois devraient être créés.

purificateur

L'ancien ministre des Finances et de l'Economie Sam Rainsy, député, poursuit son combat purificateur à la veille de la réunion de l'ICORC (CIRC) : "Au Cambodge, certains dirigeants disposent des actifs de l'Etat et des biens de la nation comme de leurs avoirs personnels, ce qui explique la politique erratique du GRC en matière d'investissements étrangers. Le sens des affaires l'a,

apparemment, emporté sur le sens de l'Etat", écrit-il dans une note de 10 pages. "La poursuite de l'aide internationale devrait être conditionnée aux éclaircissements et aux modifications à apporter aux contacts douteux à l'adoption de mécanismes transparents dans la prise de décisions publiques, à la poursuite de réformes structurelles (...), à l'instauration d'un véritable état de droit (...)".

hévéaculture

Après l'étude sur la filière caoutchouc réalisée par la SOFRECO, la CFD (Caisse Française de Développement) a proposé au Gouvernement

CAMBODGE NOUVEAU
le journal des gens qui comptent !

La communauté internationale, et surtout les occidentaux, accusent l'Assemblée de constituer un tampon d'approbation pour le gouvernement. Mais il est très difficile en dix-huit mois pour nos compatriotes, qui ont été habitués aux régimes totalitaires, de changer leurs mentalités. Le Parti Populaire sort d'un régime totalitaire, et l'autre grand parti, le Parti Royaliste Funcinpec, bien que peut-être son chef soit démocrate

, ne fonctionne pas de façon très démocratique : on obéit aux ordres, comme à un ordre royal, et on ne pense pas, comme S.E. Sam Rainsy et quelques autres, de façon très libre : sinon on reçoit des sermones.

en fonction des partis

L'Assemblée se détermine en fonction des partis et non pas dans l'intérêt national, je ne crains pas de le dire. Notre parti, le PLDB (Parti Liberal Démocratique Boudhiste), avec ses dix voix, ne peut pas grand'chose pour influencer des blocs quasiment inamovibles. Nous essayons par nos interventions de montrer ce que pourrait être un débat démocratique.

au moins 60 % de démocrates

Je comprends que les membres de notre Assemblée qui font partie du gouvernement s'abstiennent dans ce débat, parce qu'ils sont solidaires du gouvernement.

Mais il y a beaucoup d'éléments dans le Funcinpec qui réagissent quand même. Il y a aussi dans le PPC des éléments qui aimeraient des débats démocratiques, mais à

SON SOUBERT

vice-Président de l'Assemblée Nationale

cause de la structure de ce parti, pour des raisons peut-être d'intérêts personnels, ils ne peuvent pas ou n'osent pas s'exprimer.

Je crois qu'on serait étonné, s'il y avait une libéralisation, si les partis politiques cessaient de

convoquer un membre ou les membres du Gouvernement pour des explications. Mais jusqu'à maintenant on n'a pas encore procédé de cette manière.

Le prétexte a été dès le début la réconciliation nationale. Mais à mon avis ça a toujours été dans

COMMENT FONCTIONNE L'ASSEMBLEE

contrôler leurs membres, de voir qu'il y a au moins 60 % des députés favorables à un libre débat démocratique. C'est pour cela que de chaque côté on voit des "serrages de vis".

Le fonctionnement de l'Assemblée tient aussi à son organisation. Il a fallu tout réorganiser puisqu'avant il n'y avait pas de débats du tout, le Comité permanent par exemple, et le règlement intérieur, qui est en révision et va être incessamment soumis à l'Assemblée (d'où le report de la session). Il y a beaucoup de lacunes, du fait que l'on ne nous a donné que deux mois pour faire la Constitution.

sous prétexte de réconciliation

Le rôle de l'Assemblée, ce devrait être de contrôler les actions du Gouvernement, mais pour l'instant ce n'est pas cela. Par exemple, il est prévu par la Constitution qu'un député peut demander au gouvernement, ou même au cabinet entier, de venir s'expliquer devant l'Assemblée. On a prévu que tous les vendredis les députés peuvent

un sens unique. Sous prétexte de réconciliation nationale, il faut que l'Assemblée nationale compose aussi avec le gouvernement. On doit s'abstenir de trop le critiquer. L'un de nos membres, M. Chem Snguon, est parti ainsi en Australie, sur la décision du PPC, parce qu'il avait osé s'attaquer au second Premier ministre.

Le fonctionnement des partis, la discipline des partis bloquent le processus démocratique.

démocratie ou démagogie ?

Y a-t'il régression de la démocratie ? Peut-être, mais il faut laisser du temps au Cambodge. Je suis moi-même impatient. Mais ce que je reproche à l'ONU, c'est de ne pas tenir compte des circonstances, alors que le peuple n'a pas voté depuis au moins 20 ans.

On ne peut pas parler de démocratie dans cette situation de pauvreté. Pour moi tout ce que font nos dirigeants c'est de la démagogie. Il faut d'abord une éducation et une amélioration de la vie des gens avant de parler de démocratie.

je ne suis pas du tout optimiste

Je ne suis pas du tout optimiste, je vois que la situation ne s'améliore pas du point de vue économique, social, politique, militaire.

Pour moi il y a plutôt dissolution. Je reviens de la province de Battambang. Maintenant c'est la police qui défend les villages, non l'armée. Il y a des baraquements de khmers rouges même en plein jour, pour extorquer de l'argent aux voitures civiles, et quand nous avons appelé

du secours, en revenant de Mong Russey, c'est la police, pas l'armée qui est venue. L'armée n'a même pas de caserne...

au temps du Sangkum ...

La démocratie a-t'elle un avenir au Cambodge ? Il y a une volonté de la population, des jeunes, des intellectuels, des journalistes, etc ... Elle a d'ailleurs un passé. On peut critiquer le prince Sihanouk au temps du Sangkum, mais il y avait quand même un exercice démocratique, une démocratie, même si elle était très dirigée. Il y avait une certaine liberté, des gens comme Sim Var par exemple qui s'exprimaient comme ils voulaient. Il y a eu des casses dans son imprimerie, mais il n'a pas obtempéré, il faisait partie des gens courageux de l'époque. Ce n'est plus ainsi. Les Américains critiquent beaucoup le prince Sihanouk, mais s'ils trouvent que c'est mieux aujourd'hui, je regrette ...

sacrifier la démocratie au développement ?

Le développement plutôt que la démocratie ? A Singapour on a pu raisonner comme cela parce

A PROPOS ...

cambodgien un don de 9 millions de FF pour préparer sa reconstruction. Il s'agit d'un appui surtout juridique qui lui permettra de négocier dans de bonnes conditions avec les sociétés privées. Le projet comporte aussi des infrastructures d'urgence, et une certaine aide aux exploitations villageoises. Si le gouvernement choisissait la transparence et les

investissements à long terme, la CFD, la Banque Mondiale, notamment, "accompagneraient" financièrement les investissements des compagnies privées.

attachés de presse

Un premier stage de trois semaines, destiné à former des journalistes chargés de l'information dans les ministères - attachés de presse -, a pris fin le 3 mars. La Fondation Konrad Adenauer a offert une réception

à cette occasion, au cours de laquelle ont pris la parole S.E. Ieng Mouly, ministre de l'Information et S.E. Sok An, ministre à la Présidence du Conseil.

exportations clandestines

Les exportations clandestines de bois, de caoutchouc (coagulum) et autres produits coûtent au budget au moins 100 millions de dollars, estime le ministre des Finances Keat Chhon.

port de Phnom Penh

Le Japon va financer la modernisation du port de Phnom Penh, une opération d'environ 30 millions de dollars qui devrait être achevée dans deux ans.

**CAMBODGE
NOUVEAU**
votre meilleur
investissement

qu'ils ont eu un chef à forte personnalité. Si la Malaisie le fait, c'est que Mahathir est assez fort. Au Cambodge comment avoir un pouvoir fort alors que la situation est complètement diluée, avec un gouvernement à deux têtes ? Lequel détiendra le pouvoir, c'est la question que ces dirigeants se posent. Au temps de Sihanouk c'était facile, il ralliait tout le monde, il y avait un gouvernement valable, une structure laissée par les Français, il y avait une continuité dans l'administration. Il aurait fallu ranimer ce consensus populaire et national; non pas par des moyens forts, c'est impossible. Le prince Ranariddh ne peut pas jouer le rôle du Roi, peut-être dans plusieurs années il pourra jouer un grand rôle, mais pour l'instant il faut qu'il soit réaliste. Il faut que par le jeu démocratique tous les éléments contradictoires puissent se rallier à quelque chose.

tous les pouvoirs au Roi ?

L'appel du Président du PLDB de donner tous les pouvoirs au Roi n'allait pas du tout contre la Constitution, puisqu'il "*est le gardien de l'indépendance nationale, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Royaume du Cambodge, le garant du respect des droits et libertés des citoyens (...)*" (art. 8 de la Constitution). Le Roi a donc le pouvoir d'intervenir, mais il est sage de ne pas le faire, en l'absence de la volonté des autres partis politiques. Les chefs des deux grandes formations politiques ne l'ont pas voulu. Peut-être espèrent-ils avec l'aide des puissances étrangères venir à bout des khmers rouges et avoir ce pouvoir fort. Je souhaite qu'ils réussissent, mais j'en doute.

on se complait trop à obéir au gouvernement

On ne peut reprocher à l'Assemblée de mal fonctionner. Elle reçoit les projets de loi du gouvernement, et quand les membres de l'Assemblée font des propositions de loi, le gouvernement fait aussitôt un autre projet. Par exemple c'est le

L' ASSEMBLEE NATIONALE

cas d'une proposition de loi sur le Travail. Elle est soumise à l'Assemblée depuis très longtemps et soudainement le gouvernement s'est senti aussi l'obligation de faire un projet dans le même sens. Le Funcinpec a été obligé par ses chefs de retirer sa proposition en faveur du projet gouvernemental. A la tête de notre Assemblée on se complait trop à obéir aux ordres du gouvernement.

Nous avons des propositions de lois de membres de l'Assemblée, par exemple sur la corruption, sur la déclaration des revenus des membres du gouvernement, des membres de l'Assemblée, de la magistrature etc ... déposés depuis très longtemps, mais elle ne viennent pas à l'ordre du jour. La loi sur le Commerce va enfin être débattue en avril, elle est passée en session extraordinaire, l'examen est presque fini. La loi sur la presse aussi est presque finie.

cette fois c'est lamentable !

Depuis janvier nous sommes "en vacances", mais je suis obligé de rester ici, au lieu d'être dans ma circonscription : le gouvernement à chaque instant nous demande d'être présents pour une session extraordinaire. Pendant la session dernière, le gouvernement n'a pas présenté beaucoup de projets, et le budget n'a été présenté qu'aux tout derniers jours de décembre, au lieu d'octobre. Ce n'est pas conforme aux termes de notre règlement intérieur. En 1993 c'était correct, mais là, c'est lamentable.

Il nous faudrait un programme couvrant toute l'année, permettant de connaître d'avance la durée des sessions, alors que nous sommes à la disposition du gouvernement. On avait décidé de ne siéger que le matin, du lundi au vendredi; de laisser le vendredi pour les questions écrites ou orales au gouvernement. Les après-midi pour les réunions des Commissions, etc...

le CDC : un Etat dans l'Etat

Je ne sais pas pour qui on nous prend, mais nous ne sommes pas du tout au courant des activités du CDC. Je le regrette, ça devient un Etat dans l'Etat. Je sais bien que c'est le premier Premier ministre qui le dirige, mais ça n'autorise pas cet organisme de passer outre le pouvoir législatif, qui a le contrôle des activités du gouvernement.

On nous parle de millions de dollars d'investissements, mais nous avons appris cela par la presse. Il n'y a pas de journal officiel, mais ce n'est pas faute de l'avoir dit au gouvernement. Le Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement l'a dit et à plusieurs reprises : il faut un journal officiel. Toutes ces activités créées sans paraître au journal officiel, ce n'est pas du tout légal.

Les décisions prises par le CDC pourraient être attaquées, voire annulées. Je sais qu'il y a déjà une motion de plusieurs membres de l'Assemblée, qui conteste le bien-fondé d'accords signés avec la Malaisie. Trois Funcinpec se sont rétractés, sous la pression je pense.

Ces investissements, pour moi ce sont surtout des expédients, un casino, des jeux, des choses comme cela ce n'est pas des projets sains pour une économie saine, ce sont des mesures de rattrapage pour qu'il y ait de l'argent dans la caisse de l'Etat.

coincés au nom de la stabilité

Pourquoi l'Assemblée ne proteste-t-elle pas ? Nous ne sommes pas tellement libres. Nous dépendons de l'aide extérieure. Et la politique américaine c'est de tout faire pour stabiliser le gouvernement, stabiliser la situation politique. La plupart des pays occidentaux, les Américains, sont obsédés par les khmers rouges, les Australiens aussi, qui n'ont pas un très bon rôle pour la paix au Cambodge, il faut que quelqu'un le dise.

Vous remarquerez que la présentation du projet de loi qui met les khmers rouges hors-la-loi est rédigée de façon inhabituelle, dans une forme américaine qui n'est pas la nôtre. La plupart d'entre nous étions opposés à ce projet de loi, parce que nous pensions que ça ne résoudrait pas le problème des khmers rouges. Et ils interviennent maintenant en plein jour dans la province de Battambang, et même jusqu'à Oudong. Ça ne s'améliore pas, ça empire.

La politique américaine de confiner les khmers rouges le long de la frontière risque de les ramener au pouvoir. Au lieu de stabiliser la situation ils la déstabilisent.

Au nom de la stabilité, nous sommes coincés dans notre devoir de dénoncer ce qui ne va pas.

rétablir l'équilibre Gouvernement-Assemblée

Mais ce n'est pas en soutenant à fond le gouvernement pour qu'il puisse faire ce qu'il veut que l'on va stabiliser la situation. Il faut s'attaquer aux maux. Et si l'on veut vraiment aider le pays, il faut cet équilibre entre l'Assemblée et le gouvernement et non pas soutenir uniquement le gouvernement aux dépens de l'Assemblée.

On reproche maintenant à la Commission des droits de l'Homme d'en faire trop! M. Kem Sokha, le Président de cette Commission a dit au représentant de M. Christopher Warren qu'il ne peut pas risquer tout seul sa vie pour les droits de l'Homme au Cambodge. Et je lui ai dit : tant qu'on ne donne même pas des casernes à l'armée, on ne peut pas promouvoir les droits de l'homme.

Tout ceci dit, le problème principal du Cambodge à mon avis est celui de la corruption

La Documentation Française a récemment publié "*Les Constitutions du Cambodge 1953 - 1993*", textes rassemblés et présentés par Raoul Jenner.

A la réunion de l'ICORC (Conférence Internationale pour la Reconstruction du Cambodge), à Paris, les 14 et 15 mars, il ne va pas se passer grand'chose", nous dit l'un des bailleurs de fonds. Ce sera plutôt une grand'messe diplomatique, menée par la France et le Japon, grands protecteurs du Cambodge, pour rappeler aux autres bailleurs de fonds que ce pays demeure une priorité.

Ceux qui attendent des controverses spectaculaires, des remises en cause, des accusations et des plaidoiries seront déçus. "On ne dira rien que de convenu, pas question que l'aide au Cambodge soit coupée".

Et pourtant, il y a quelque nervosité dans l'air. Les pays et les organismes donateurs observent le récipiendaire avec une nuance de défiance dans l'oeil. Ils savent bien que ce n'est pas en 18 mois que la machine démocratique peut être construite et tourner rond; que tous les textes législatifs fondamentaux peuvent être rédigés, discutés, adoptés et appliqués; que la corruption peut être éradiquée ...

Mais tout de même, ils ont quelques occasions de froncer un sourcil. Il y a cette affaire d'exportations de bois dont les recettes (les principales du pays) passent on ne sait où; ces contrats qui ne répondent pas entièrement aux conditions de transparence; ces réformes de l'armée, de l'administration, qui ne vont pas au rythme que l'on pourrait souhaiter; ces lenteurs dans les travaux législatifs ...

Il n'y a pas de risque immédiat que le FMI, qui est un peu le maître d'école, et dont les autres bailleurs de fonds observent l'attitude, "dénonce la deuxième tranche" de ses prêts -autrement dit, arrête l'arrivée des moyens financiers dont le Cambodge a besoin comme d'une transfusion de sang.

AVANT LE CIRC

Mais enfin, en décembre dernier, cette "tranche" a été retardée par le Conseil d'administration du Fonds. "Ce n'est pas bon signe du tout" commente un bailleur de fonds. Les prêts du FMI sont un peu considérés par les autres bailleurs comme un label de bonne gestion dans le domaine macro-économique. A l'inverse, si ce "cadre" tombait, bien d'autres bailleurs se poseraient des questions, peut-être reviendraient sur leurs engagements initiaux pour diminuer ou étaler leur aide. Le Cambodge aurait alors gâché une chance historique !

Il faut bien voir que les pays candidats à l'aide internationale sont très nombreux, et que les bailleurs favorisent ceux qui font le meilleur usage de leur aide.

"En novembre dernier, le FMI a donné un premier coup de semonce. Il semble avoir été bien entendu. Attendons quelques mois pour en voir les effets".

A la réunion du CIRC, le Cambodge va demander les 295 millions de dollars que, sur les 540 demandés initialement, il n'a pas encore reçus.

Lors d'une conférence de presse, le 4 mars, le CDC a vigoureusement riposté aux critiques dont il fait l'objet. MM. Keat Chhon, Vice-Président du CDC et Ministre de l'Economie et des Finances, Sun Chanthol, Secrétaire général du CDC, Ith Vichit, Secrétaire

Le gouvernement malaisien a de surcroît donné sa garantie.

Royal Air Cambodge : le gouvernement détient 60 % des parts, MHS 40 %. Pour verser les 6 millions de US\$ de sa part, le gouvernement a signé un arrangement financier avec MHS, mais n'a souscrit aucun emprunt. Là non plus, aucun dessous de table, mais une totale transparence.

Samling : cette société qui a obtenu l'exploitation de 800 000 ha de forêts pour 35 ans sera surveillée par l'ITTO (International Timber Organisation); le volume du bois coupé par ha est plafonné, on ne peut pas recouper avant 25 ou 30 ans, et, la société exploitant une usine de contre-plaqué, elle sera contrainte à une bonne gestion de la forêt. "C'est une garantie contre l'exploitation sauvage".

L'attitude des bailleurs de fonds : "nous atteignons les 20 "cotes" fixéesLe retard du versement du FMI n'a pas de signification. Tous les bailleurs de fonds approuvent la gestion du gouvernement".

Les critiques de S.E. Sam Rainsy : il fait du mal au pays en retenant les bailleurs de fonds; il n'a pas le monopole de l'honnêteté; nous n'avons pas le temps de répondre à ses accusations, qui relèvent de "l'escroquerie politique".

Investissements : Après la Malaisie et Singapour, c'est en France que nous allons maintenant chercher des investisseurs.

général du CIB, notamment, ont défendu : -les résultats acquis par le Cambodge en matière macro-économique; - leur détermination face à la corruption; -les projets d'investissements agréés jusqu'ici; -le processus d'agrément de ces projets. Ils ont présenté le "Programme National pour Réhabiliter et Développer le Cambodge", qui comporte des annexes chiffrées.

Concernant la corruption : le plus souvent la faute en revient aux intermédiaires. Le CDC, en traitant directement et dans la totale transparence, supprime tout intermédiaire. Plus généralement il faut : faire des lois; réformer les institutions; former les fonctionnaires, diminuer leur nombre pour pouvoir les payer mieux; changer des comportements. Tout ceci demandera du temps.

Le contrat Naga Island (1,3 milliard de \$): il y a eu appel d'offres, préparé par une société australienne engagée par le ministère du Tourisme. Quatre sociétés ont soumissionné, l'offre d'Ariston était de loin la plus sérieuse, reconnue par 7 personnalités, dont un expert du PNUD.

NOUS TOUCHONS LES GENS QUI DECIDENT

ne manquez pas la cible ! faites votre publicité dans

CAMBODGE NOUVEAU
politique, économie, finances

tel (015) 91 19 67

Directeur de la publication :

Chu Sin-Phong

Rédacteur en chef : **Alain Gascuel**

Mise en page : **Jean Cévennes**

Impression : Centre Informatique du Cambodge - CiC

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh

Royaume du Cambodge

tel (015) 91 19 67

Cambodge Nouveau
bi-mensuel
Politique, Economie, Finance

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu exclusivement sur abonnement

Le point sur

Royal Air Cambodge

Un entretien avec S.A.R. Sisowath Chivan Monirak, Président de Royal Air Cambodge, permet d'apporter les précisions suivantes :

Le contrat RAC/MHS : c'est au ministère des Finances qu'il appartient d'enquêter sur la légalité du contrat passé le 2 janvier entre le Gouvernement et MHS (Malaysian Helicopter Service) pour la création de Royal Air Cambodge.

Liaisons internationales :

RAC a bien sûr bénéficié des routes ouvertes par Kampuchea Airlines. Comme le 737-400 compte 150 places (au lieu de 110 pour l'ancien 737-200), les fréquences sont moindres.

Le problème des atterrissages à Bangkok est résolu, les avions desservent cette liaison sans problème depuis trois semaines. Sur Bangkok, RAC offre, comme auparavant, 2000 sièges par semaine.

Royal Air Cambodge dessert aussi régulièrement Singapour, Kuala Lumpur et Ho Chi Minh-ville. La liaison régulière Phnom Penh / Hong Kong commence le 3 mars. La liaison Phnom Penh / Djakarta est pour bientôt.

Ces liaisons avec les capitales voisines ne sont pas faciles à établir, parce que les transporteurs aériens concurrents se réservent bien sûr les

meilleurs horaires. C'est le cas notamment d'Air Vietnam qui, sur Phnom Penh/Saïgon, a un taux de remplissage de 70 %, et RAC de 10 %...

De même, pour les lignes long courrier avec l'Europe, les Etats-Unis, l'Australie, RAC doit négocier des accords "interline" pour que ses horaires correspondent - avec quelques heures d'intervalles permettant les transits- avec leurs arrivées et départs.

Les premiers objectifs de RAC concernant les lignes long-courrier sont des liaisons avec Paris et avec la Californie (San Francisco et Los Angeles), en raison de l'importance de leurs communautés cambodgiennes respectives, et aussi pour attirer les touristes vers le Cambodge. Ces liaisons pourraient être créées en 1997. RAC étudie la possibilité de "pools" avec de grandes compagnies étrangères.

Avec Air-France ? Pourquoi pas ? Mais jusqu'ici la compagnie française n'a fait aucun effort dans ce sens. Elle a préféré le Vietnam au Cambodge. RAC reste cependant ouvert à toute discussion.

Liaisons intérieures :

Royal Air Cambodge dessert actuellement Battambang, Koh -Kong, Sihanoukville, Stung -Treng, Rattanakiri et dans un avenir proche Preah Vihear.

Les avions : la flotte se compose d'un 737-400,

auquel s'ajoutera bientôt un 737-500; de 2 ATR 400 qui assurent les liaisons Siem Reap, Battambang et Saïgon; enfin 2 Antonov 24, et bientôt un troisième.

Le 737-400 est en "wet lease", c'est à dire fourni avec l'équipage, les autres sont en "dry lease", c'est à dire avec des équipages cambodgiens.

Le personnel : il n'y aura pas de licenciements dans l'ancien personnel de Kampuchea Airlines, mais environ 200 "transferts", la plupart vers l'unité d'origine c'est à dire l'armée de l'Air. RAC fait tout son possible pour réaliser ces réintégrations.

Des problèmes ? bien sûr, mais aucun n'est insurmontable.

Les débuts ont été assez cahotiques, faute de préparation. Ces derniers temps, on a rattrapé une partie de ces retards, et RAC est à environ 85 % de ses objectifs. D'ici 6 mois, la compagnie devrait avoir atteint sa vitesse de croisière, son fonctionnement normal.

Pour le plus long terme, les problèmes concernent le matériel, qui augmente très vite avec l'expansion, et le personnel : avec les salaires offerts, il est impossible d'attirer des Cambodgiens établis à l'étranger. Et le personnel qualifié est long à former, les "pépinières" de jeunes ayant l'éducation de base souhaitable ne sont pas très fournies.

Le point sur

Le caoutchouc

Pour que les plantations d'hévéas soient privatisées - comme la décision en a été prise en janvier 1994, et comme le Second Premier ministre Hun Sen le rappelaît en décembre 1995, un Comité de Privatisation a été créé. Il est présidé par le ministre de l'Agriculture S.E. Tao seng Hor et par S.E. Nhiem Vanda. Ce Comité s'inspirera, pour choisir la formule de privatisation qui sera proposée aux investisseurs étrangers, du rapport sur la "filiale caoutchouc" réalisé à la demande de la Caisse Française de Développement (CFD) et remis au ministère de l'Agriculture le 18 janvier. Depuis 1994, c'est la DGPH (Direction générale des Plantations d'Hévéas), qui relève de l'Agriculture, qui gère la commercialisation et le revenu des ventes de caoutchouc.

Au nombre des objectifs de la DGPH pour 1995 : - un prix d'achat de la production qui assure un salaire aux ouvriers, et un revenu aux petits planteurs, suffisants pour éliminer la contrebande et les pertes; - la fin de la vente de coagulum; (caoutchouc non traité) ; - garantir la qualité du caoutchouc pour le vendre aux prix internationaux (actuellement, il est vendu en moyenne à 80 ou 85 % des prix du marché).



**Restaurant
Le Hacha**

Cuisine Gastronomique
Française

Salon privé 12 cbs.

adresse : 193 rue 208

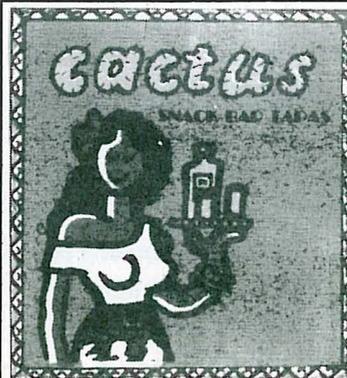
Saundeç - Chakrei - Nouu

Réervations tel. 017 200 248

ouvert ts les soirs 7/7 à 18h

fermé sam. dim. lun. midi

sans réservation



de 10 heures du matin à 2 heures du matin

**PLAT DU JOUR
COUPES DE GLACE
PATISSERIES**

buffet de salades à
volonté à 1.50 \$ s. c.
tous les midi

**GRAND CHOIX DE
BIERES
COCKTAILS**

LE CACTUS

94 , BOULEVARD PREAH SIHANOUK - PHNOM-PENH